

ration plus étroite avec les autres États membres du CIME.

Le Canada versera un montant annuel de \$10,000 comme contribution volontaire afin de défrayer les dépenses administratives du CIME.

### Gérard Pelletier à France Presse

Interviewé par un représentant de l'Agence France Presse, monsieur Gérard Pelletier, ancien ministre du Gouvernement et maintenant ambassadeur du Canada en France, décrivait les raisons qui l'ont amené à accepter ce poste:

“Je me suis toute ma vie préoccupé des relations franco-canadiennes. J'ai toujours pensé que la perte de la communauté francophone résiderait dans l'isolement, que nous n'avons aucune chance de nous épanouir à moins d'être carrément inséré dans les grands courants de culture française.”

“Il m'était donc impossible de refuser le poste d'ambassadeur à Paris que je vois comme l'ultime prolongement de tout ce que j'ai fait dans la vie publique et après dix ans de politique active.”

“Je ne pouvais hésiter très longtemps parce que je considère qu'une période très favorable s'ouvre pour un rapprochement entre la totalité du Canada et la totalité de la France et j'ai été enthousiasmé par l'idée de pouvoir contribuer à ce rapprochement dans de multiples domaines”.

### Canada – CEE

Parlant du rapprochement entre le Canada et la Communauté économique européenne (CEE), monsieur Pelletier précisait:

“Peut-être que les plus spécifiquement intéressés dans ce domaine là seront les représentants des deux pays auprès de la Communauté. Mais la France ayant une importance extraordinaire et exerçant une influence tout à fait spéciale dans la communauté européenne, je m'attends que nous aurons à travailler sur ce dossier”.

“C'est très important pour le Canada. L'un des fondements de ses relations commerciales et de ses échanges industriels parce que ce dont nous souffrons – et profitons en même temps – c'est d'être les plus gros clients des États-Unis qui sont eux-mêmes les

plus importants fournisseurs du Canada et de très loin les premiers investisseurs dans l'économie canadienne. Le tête à tête avec le géant n'est pas ce qu'il y a de plus confortable ni de plus productif. C'est pourquoi les liens contractuels avec le Marché commun me paraissent si importants”.

### Politique nationale de l'utilisation des terres

Il est de plus en plus évident qu'une sage utilisation des terres est essentielle à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de la vie. La planification de l'utilisation des terres touche directement la lutte contre la pollution, la gestion des ressources renouvelables et la production alimentaire.

D'après une déclaration de Mme Sauvé à l'occasion de la Semaine de l'environnement (du 5 au 11 octobre), seulement 10 p. cent du territoire du Canada conviendraient aux méthodes agricoles modernes et une demie de 1 p. cent de nos terres aurait un potentiel agricole de première classe.

La plupart des bonnes terres sont situées près des centres urbains en expansion. Les villes qui s'étendaient sur 3,000 milles carrés en 1931 couvrent maintenant 9,000 milles carrés. Par ailleurs, entre 1966 et 1971, le nombre d'acres cultivées a diminué de 4½ millions.

La pression exercée sur les terres agricoles productives résulte des demandes concurrentielles de l'expansion urbaine, du transport, de l'industrie et des loisirs.

Le ministre fédéral de l'Environnement a déclaré qu'il serait impossible d'imposer une politique nationale d'utilisation des terres. Les divers niveaux de gouvernement et le secteur privé devront donc collaborer à la mise au point d'un ensemble de principes acceptables d'utilisation des terres.

Mme Sauvé a de plus mentionné la mise sur pied d'un groupe de travail en vue d'examiner l'influence des programmes fédéraux d'utilisation des terres et d'étudier avec les provinces la possibilité d'établir des objectifs et des plans nationaux dans ce domaine.

Terminant sa déclaration à l'occasion de la Semaine de l'environnement, le Ministre a ajouté qu'il s'agissait là de questions sur lesquelles doivent se

pencher tous les Canadiens car ce n'est que grâce à un travail de collaboration que nous réussirons à trouver des solutions. A son avis, cette invitation constitue l'un des principaux messages de la Semaine de l'environnement.

### Tournée du Théâtre du Nouveau Monde

Dans le cadre de son programme d'échanges culturels avec l'étranger, le ministère des Affaires extérieures a annoncé qu'il accordait une subvention au Théâtre du Nouveau Monde de Montréal pour une tournée en Europe et en Afrique. Entre le 1er novembre et le 20 décembre, la compagnie donnera trente-cinq représentations de la pièce “Quichotte” en France, en Belgique, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Cette tournée du Théâtre du Nouveau Monde est organisée par le ministère des Affaires extérieures avec la collaboration de l'Office des tournées du Conseil des Arts.

La tournée débutera par deux semaines à Paris et dans la région parisienne. Ces représentations ont été organisées par la Fédération des maisons de jeunes et de la culture de la région parisienne. En Belgique, la troupe donnera ses six représentations à Arlon, Bruxelles et dans la ville historique de Tournai qui accueillera Quichotte dans sa “Halle aux Draps” médiévale.

Par après, la troupe se rendra en Afrique du Nord, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, itinéraire qui constituera une première pour une tournée à l'étranger subventionnée par le Gouvernement canadien. En Tunisie, le Ministère des Affaires culturelles du gouvernement tunisien accueillera la pièce à Kairouan, Sfax, Sousse et Tunis.

Le Centre algérien pour la Culture et l'Information amènera Quichotte à Annaba, Alger et Tizi-Ouzou; au Maroc, c'est la Compagnie nationale de Théâtre du Théâtre Mohamed V qui a arrangé les représentations à Rabat, Casablanca et El Jadida.

Au Sénégal, la pièce sera présentée au Théâtre Daniel Serano de Dakar. Enfin, les dernières représentations seront données à Abidjan en Côte d'Ivoire grâce à la collaboration du Centre culturel français de cette ville.